



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Questions générales



Assurer une conduite
professionnelle,
dans le respect
des droits de chacun

*Commissaire
à la déontologie
policière*

Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
	Liste des sites Internet		1
QG-01	Voyages hors Québec		3
QG-02	Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère faits au Québec de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d’organismes pour 2022-2023		4
QG-03	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme		5
QG-04	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)		6
QG-05	Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l’organisme ou données par un professionnel ou une firme externe		7
QG-06	Liste des contrats (moins de 25 000 \$) octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023		8
QG-07	Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme	MSP	
QG-08	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme		9
QG-09	Projets de développements informatiques, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques pour l’exercice financier 2022-2023	MSP	
QG-10	Hébergement des données		10
QG-11	Montants de diverses dépenses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d’eau de source, frais de transport, d’hébergement et de repas, frais d’alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)		11
QG-12	Montants dépenses reliées à la téléphonie et informatique (téléphonie cellulaire, BlackBerry ou autre type de téléphone intelligent, tablettes électroniques, ordinateurs portables [nombre d’appareils et coûts d’utilisation], etc.)		12
QG-13	Diverses questions sur l’effectifs		13
QG-14	Questions relatives aux départs à la retraite		23
QG-15	Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes		24
QG-16	Liste des actifs immobiliers excédentaires		25
QG-17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, les coûts de déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux effectués pour 2022-2023		26
QG-18	Liste du personnel de cabinet du ministre	MSP	
QG-19	Liste des sommes d’argent versées à même le budget discrétionnaire	MSP	
QG-20	Liste du personnel hors structure, par catégories d’emploi, rémunéré par le ministère qui n’occupe aucun poste dans ce ministère		27
QG-21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi		28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
QG-22	Nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge		29
QG-23	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	MSP	
QG-24	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun		30
QG-25	Sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements		31
QG-26	Détail pour chaque site Internet (concepteur, coûts, responsable, fréquence de mise à jour, etc.)		32
QG-27	Les dépenses effectuées pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
QG-28	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	MSP	
QG-29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation		33
QG-30	Détail des crédits périmés et reportés et prévisions		34
QG-31	Inventaire complet des services tarifés offerts aux citoyens et les tarifs exigés, le coût unitaire, les revenus autonomes pour les trois dernières années et les projections selon la Politique de financement des services publics		35
QG-32	Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement et les prévisions		36
QG-33	Sommes reçues et les prévisions en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement		37
QG-34	Pour chaque ministère et organisme, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes au rendement et des bonis		38
QG-35	Pour chaque cabinet ministériel, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes au rendement et des bonis	MSP	
QG-36	Montant total et ventilation par catégorie d’emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat		39
QG-37	Pour chaque ministère ou organisme, fournir le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire		40
QG-38	Liste des programmes ministériels existants et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022		41
QG-39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement		42
QG-40	Dépenses en informatique	MSP	
QG-41	Taux d’absentéisme par catégorie d’emploi		43
QG-42	Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle		44
QG-43	Sondages d’opinion réalisés par le ministère ou les organismes		45
QG-44	Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.		46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
QG-45	Transfert d’emplois gouvernementaux en région		47
QG-46	Plan d'action à l'égard des personnes handicapées		48
QG-47	Plan d'action de développement durable		49
QG-48	Budget prévu, sommes investies en 2023-2024 et état d’avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse		50
QG-49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de : lll) tout autre plan d’action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l’organisme est impliqué.		51
QG-50	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		52
QG-51	Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		53
QG-52	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		54
QG-53	Contrats - Firms de consultation		55
QG-54	CT réunions		56
QG-55	Liste des formations		57
QG-56	Liste de tous les concours et tirages		58
QG-57	Communications/affaires publiques		59
QG-58	Incidents de sécurité de l’information		60
QG-59	Montants alloués à la rémunération des stages		61
QG-60	Consultation autochtone		62
QG-61	Contrats conclus de gré à gré		63
QG-62	Contrats - Firms de consultation		64
QG-63	Dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.		65
QG-64	Dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60.		66
QG-65	Montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application.		67
QG-66	Contrats de sous-traitance		68
QG-67	Services tarifés		69
QG-68	Actifs possédés meubles et immeubles		70

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
QG-69	Coûts de systèmes estimés		71
QG-70	Sommes versées dommages exemplaires		72
QG-71	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats		73
QG-72	Informations concernant les demandes d'accès à l'information		74
QG-73	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée		75
QG-74	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes		76

Liste des sites internet pour la diffusion de l'information :

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03,03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05,02	BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06,01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
06,02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06,03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme- public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la- regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06,04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs- aux-depenses.html
06,05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>. En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	PERSONNES RENCONTRÉES	ACCOMPAGNATEURS	COÛT (\$)
N/A	N/A	Aucun voyage à l'extérieur du Québec pour l'année financière 2023-2024	N/A	N/A	0
					0

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17) : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
Aucun			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2023-2024

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). Les informations relatives au 4e trimestre de 2023-2024 seront disponibles le 15 mai 2024.¹

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Diffusion de messages informatifs à l'attention de nos publics cibles sur LinkedIn	LinkedIn		597
Diffusion de messages informatifs à l'attention de nos publics cibles sur Youtube	Youtube		259

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 :	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)
--------------	---

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
AUCUN			

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 5 : La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).¹

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	BUT VISÉ	COÛT (\$)
AUCUN			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Pyrotech - BEI	Gré à gré	Services d'experts conseils (rapport d'expertise).	3 180
Pro-actif	Gré à gré	Conception du graphisme du rapport annuel 2022-2023 (conception graphique, montage initial du document, corrections).	3 058
École nationale de police du Québec (ENPQ)	Gré à gré	Services d'experts conseils (rapport d'expertise et témoignage au procès).	7 956
École nationale de police du Québec (ENPQ)	Gré à gré	Services d'experts conseils (rapport d'expertise et témoignage au procès).	9 945
École nationale de police du Québec (ENPQ)	Gré à gré	Services d'experts conseils (rapport d'expertise et témoignage au procès).	18 891
École nationale de police du Québec (ENPQ)	Gré à gré	Services d'experts conseils (témoignage au procès).	7 956

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :

- a) la liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employés;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date début de son contrat;**
- g) la date de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'organisme : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 10 : Concernant l'hébergement des données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.
a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
b) Les coûts reliés à l'hébergement de données sont assumés par le Ministère de la Sécurité publique.
c) Les coûts reliés aux pénalités pour dépassement de capacité sont assumés par le Ministère de la Sécurité publique.
d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique .
e) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Montants, pour l'année 2023-2024, de dépenses diverses

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie	-
Mobilier de bureau et ameublement	-
Décoration et embellissement	-
Distributeur d'eau de source	-
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas	71 673
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement	2 795
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	-

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 : Montants, pour l'année 2023-2024, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coût d'acquisition des cellulaires, des iPad ou autre type de tablettes électroniques	-
Coût d'utilisation des appareils	-
Coût des contrats téléphoniques	8 509
Coûts de frais d'itinérance	-
Coût lié aux dépassement des forfaits de données	-
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 28 février 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 A) ET B) : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en 2023-2024

CATÉGORIE D'EMPLOI	MASCULIN			FÉMININ			PERSONNES HANDICAPÉES			ANGLOPHONES			AUTOCHTONES			COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%
CADRES	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor																	
PROFESSIONNELS																		
FONCTIONNAIRES																		
AGENTS DE LA PAIX																		
OUVRIERS																		
Total																		
% par rapport à l'effectif total																		

Les cadres incluent les présidents, membres et dirigeants d'organismes ainsi que la haute direction du ministère.
Exclus les étudiants et les stagiaires.
Une même personne peut être classée dans plus d'une catégorie.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 C), E) ET F) : Congés de maladie, heures de travail supplémentaires et vacances pour l'exercice financier 2023-2024

Catégorie d'emploi	Nombre total de jours de congés de maladie pris par le personnel	Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées			Le coût moyen par employé, selon la classe (\$)	Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
		Payées	Compensées	Total		
Cadres	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor					
Professionnels						
PBTA						
Agents de la paix						
Ouvriers						
Aucune catégorie						
TOTAL						

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 D) Réserves de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres Professionnels PBTA Agents de la paix Ouvriers Aucune catégorie	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.				

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires. Les membres de la haute direction sont inclus dans les cadres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 G)	Réserves de vacances de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
----------------	---

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres Professionnels PBTA Agents de la paix Ouvriers Aucune catégorie	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires. Les membres de la haute direction sont inclus dans les cadres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 H) L) M) N) : Diverses informations sur les ressources humaines	
H) Nombre de personnes et répartition par catégories d'emploi qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
L) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
M) Le nombre d'employés permanents et temporaires	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
N) Le nombre de départs volontaires, ventilés par raison du départ	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 I): Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Ministères/Organismes	Régions administratives	Cadres supérieurs	Cadres intermédiaires	Professionnels	Techniciens	Personnels de bureau
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	01-Bas-Saint-Laurent					
	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean					
	03-Capitale-Nationale	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				
	04-Mauricie					
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	05-Estrie					
	06-Montréal	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				
	07-Outaouais					
	08-Abitibi-Témiscamingue					
	09-Côte-Nord					
	10- Nord-du-Québec					
	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
	12-Chaudière-Appalaches					
	13-Laval					
	14-Lanaudière					
	15-Laurentides					
	16-Montérégie					
	17-Centre-du-Québec					
Total						-

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 J) : Évolution du nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Organisme	31 janvier 2024
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Les données visent les postes. Ces chiffres excluent les avocats, les notaires et les médecins.
Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 K) : Nombre d'employés¹ bénéficiant d'un traitement supérieur² à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Organismes	
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

¹ Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.
² Traitement supérieur correspond aux employés étant hors échelle.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 O) : Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 P) : L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 Q) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	AUCUN
Mauricie	
Estrie	
Montréal	AUCUN
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montérégie	
Centre-du-Québec	
TOTAL	0

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 14 : Nombre de départs à la retraite en 2023-2024, nombre de remplacements effectués en application du plus récent PGRH, nombre de départs à la retraite prévus en 2024-2025, nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

A - Nombre de départs à la retraite en 2023-2024 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	S.O.
B - Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	0
C - Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats ¹	2

¹Exclut les membres de la haute direction, les étudiants, les stagiaires, les animateurs de pastorale et les employés nommés avec le statut temporaire à la fin de leur contrat occasionnel. Exclut également les contrats de services professionnels.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 15: Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**).
<https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

Usage de l'espace occupé	Adresse	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2019 (\$)
Bureau	2535, boul. Laurier, local 1.06	Québec	SQI	650,86	19 690	Non
Bureau	2050, rue De Bleury, bureau 7.50	Montréal	SQI	556,33	13 884	Non

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.
Aucun coût de résiliation de bail pour l'année en cours.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :
a)La liste des actifs excédentaires inoccupés;
b)La valeur estimée de ceux-ci;
c)Les coûts d'entretien annuel;
d)Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

AUCUN

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :
La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 17 : Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

b) Aucun.

c) Aucun.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 20 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2024-2025.

a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
b) Aucun.
c) Aucun.
d) Aucun.
e) Aucun.
f) Aucun.
g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 21 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
--

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 22 : Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d'âge;**
- c) prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 24 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) pour 2023-2024

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Abonnement - Express civil	SOQUIJ	640
Accès Azimut	SOQUIJ	511
Code criminel et lois connexes annoté Schneider/Dubois (3)	LexisNexis Canada Inc.	510
Procédures pénales (mise à jour annuelle)	Le Code Ducharme	145
Code de la sécurité routière (mise à jour annuelle)	Le Code Ducharme	100
Martin's Annual Criminal Code 2023	Thomson Reuters	86

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 25 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	0
Réservation de loges	0
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	0
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 26 : Détails pour chaque site Internet de l'organisme

Nom du site Web	Commissaire à la déontologie policière (deontologie-policiere.gouv.qc.ca)
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site:	Ministère de la Sécurité publique (Direction générale des technologies de l'information)
Coûts de la construction du site:	Les coûts de construction sont assumés par le Ministère de la Sécurité publique.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont assumés par le Ministère de la Sécurité publique.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	La refonte du site WEB réalisée en 21-22 était la première depuis la conception originale. Les coûts de refonte ont été assumés par le Ministère de la Sécurité publique. Le site était obsolète causant des problèmes d'utilisation par les citoyens. Il était donc notamment requis de procéder à un rehaussement technologique afin d'assurer la viabilité de la partie transactionnelle de notre site (ex. : formulaire de plainte).
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Les coûts liés aux noms de domaine du Commissaire à la déontologie policière (deontologie-policiere.gouv.qc.ca) sont assumés par le Ministère de la Sécurité publique.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 29 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 30 : Détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 31 : L'inventaire complet des services tarifiés que le ministère ou les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 32 : Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 33 : Sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\$)
AUCUNE	-

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 34 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant des primes au rendement et des bonis.

	MONTANT REÇU (\$)
AUCUN	

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 36 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat

	MONTANT REÇU (\$)
Indemnité de départ	-

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 37 : Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 38 : Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025.
Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025,
incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 41 : Pour 2023-2024, le taux d'absentéisme par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 42 : Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre Employés	Montant 2023-2024
Forum des secrétaires généraux des organisations publiques	1	100
Cotisations professionnelles au Barreau	12	19 236
DÉPENSE TOTALE (\$)		19 336

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 43 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisée par le ministère ou l'organisme, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.

FIRME RETENUE (e)	COÛTS (f) (\$)
Aucune	0

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 44: Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 45 : Transfert d’emplois gouvernementaux en région:
a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;
b) Nombre d’emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l’organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d’origine et la région de destination;
c) Nombre d’emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

- a) L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.
- b) L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.
- c) L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 46 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère.
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications/plan-action-2022-2023-personnes-handicapees>

Aucun pour 2023-2024.
Considérant toutefois que le Commissaire a franchi la barre des 50 employés au cours de l'exercice 23-24, un plan d'action sera mis en place en 2024-2025

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 47 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure : m) Plan d’action de développement durable 2023-2028.

Le plan d'action de développement durable a été déposé aux autorités compétentes à l'automne 2023. Il comporte 3 engagements qui ne requièrent pas d'investissements financiers.

- Engagement 1 : Évaluer la durabilité des initiatives stratégiques
- Engagement 2 : Accroître les acquisitions responsables
- Engagement 3 : Sensibiliser le personnel aux principes de développement durable

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 48 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 49 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se trouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 50 : Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme ;**
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024 ;**
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié ;**
- d) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/Politique_cadre_teletravail.pdf.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 51 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune dépense	0,00
----------------	------

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 52 :	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
---------------	---

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

Sommes dépensées	Sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière
0	0

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 53 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :

- a) la firme retenue;**
- b) la copie du contrat;**
- c) la date de fin prévue du contrat;**
- d) la valeur prévue du contrat;**
- e) les sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusées mensuellement sur le site Internet de l'organisme : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 54 : Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21). <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 55 : Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu;**
- b) le coût;**
- c) la ou les dates de participation;**
- d) le nombre de participants;**
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;**
- f) le nom de la formation ou de l'activité.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 56 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

AUCUN

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 57 :	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024: a) le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
---------------	--

a) Nombre d'employés :	1
b) Montant dépensé :	Voir QG-06
c) Nombre et détails des rencontres :	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
d) Montant des sommes investies en veille médiatique:	0 (veille médiatique fournie par le MSP)

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 58 : Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :
a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
b) le type d'incidents;
c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 59 : Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	0
b) Heures de stages effectués;	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
c) Rémunération totale déboursée.	0 \$

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 60 : Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.
a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Note : Répondre uniquement pour les consultations ayant une dépense.

Aucune consultation réalisée par l'organisme.

Les données sont en date du 31 janvier 2024.
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 61 : Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusées mensuellement sur le site Internet de l'organisme : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation>.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 62 : Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Aucun contrat octroyé à des firmes-conseils pour la période de référence

Les données sont en date du 31 janvier 2024

La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 63 : Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 64 : Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 65 : Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucun.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 66 : Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Aucun

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 67 : Indiquer la valeur totale des services tarifiés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 68 : Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:
La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:
Répondre pour l'année 2023-2024 seulement.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 69 : Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 70 : Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

Aucun
L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 71 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- d) le montant accordé;**
- e) les motifs de la demande;**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 72 : Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	
A:	Aucun
B:	37 refus selon les articles : 15, 28, 29.1, 47[4], 48, 53, 54, 56, 59, 88 de la Loi sur l'accès et les articles 139, 149,2, 150, 153, 164, 174, 178.3, 234 de la Loi sur la police
C:	104 demandes ont été traitées en 20 jours ou moins
D:	14 demandes ont été traitées entre 21 et 30 jours
	2 demandes ont été traitées en plus de 30 jours
	Total : 120 demandes en date du 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 73 : Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 74 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

NOM DES PERSONNES	MANDAT DES COMITÉS	HONORAIRES (\$)
AUCUN		

Les données sont en date du 31 janvier 2024
La période concernée est du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

